

ACCESSION DE L'ALGÉRIE À L'OMC

Le 11^e round sera-t-il concluant ?

Onzième du genre, le round de négociations multilatérales qui a débuté, hier, à Genève, sera-t-il enfin concluant pour l'accession de l'Algérie à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), après une suspension de cinq ans des négociations ? Oui, dans la mesure où l'Algérie qui était représentée à ce round formel par le ministre du Commerce semble assez diligente à faire avancer le processus d'adhésion.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Ainsi, des négociations bilatérales ont eu lieu les mardi dernier, entre les experts et négociateurs algériens et les représentants d'une douzaine de pays, en vue d'élargir les soutiens au dossier de l'Algérie.

Hier, la délégation algérienne a présenté aux membres du groupe de travail chargé du dossier Algérie une douzaine de documents censés répondre aux exigences d'adhésion et comportant des réponses franches aux questions posées. Cette réunion du groupe devait ainsi examiner, concomitamment avec le projet de rapport révisé et transmis en décembre

dernier, les réponses de l'Algérie aux questions additionnelles des membres de l'organisation ainsi que la progression des mises en conformité du régime du commerce algérien et des négociations bilatérales sur les consolidations tarifaires et les engagements spécifiques sur le commerce des services.

A ce propos, Mustapha Benbada avait récemment, déclaré que l'examen du régime du commerce algérien «se poursuit en ce qui concerne le régime des licences d'importation, les obstacles techniques au commerce, la mise en œuvre des mesures sanitaires et phytosanitaires, l'application des taxes intérieures, les entreprises publiques et les privatisations, les subventions et certains aspects de protection des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce».

Notons que des négociations bilatérales ont été déjà menées, entre autres, avec les Etats-Unis d'Amérique, le Japon, l'Australie, le Salvador, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, la Turquie et la Corée du Sud. Six accords bilatéraux avec le Venezuela, Cuba, la Suisse, le Brésil, l'Uruguay et l'Argentine ont été déjà finalisés. Depuis son installation en 1995, le



L'examen du régime du commerce algérien se poursuit, selon Benbada.

groupe de travail chargé de l'accession de l'Algérie à l'OMC a tenu dix réunions formelles et deux réunions informelles dont la dernière s'est déroulée fin mars 2012. Ce groupe a déjà examiné le régime du commerce de l'Algérie. Son premier projet de rapport a été

élaboré en 2006 et a été révisé en 2008. A charge, cependant, que de nouvelles concessions ne soient pas encore exigées de la partie algérienne même si l'Algérie a su gérer notamment la problématique liée à la double tarification de l'énergie.

Comme il s'agit pour la partie algérienne d'adopter une démarche moins velléitaire, moins hésitante et davantage proactive, outre la nécessité de bien appréhender les mutations économiques et politiques en cours dans le monde, développer une vision et une stratégie économiques réelles et revoir les modes de gouvernance actuelle.

En somme, corriger les erreurs qui ont influé sur le processus d'accession, l'Algérie n'ayant pas réussi lors des dix derniers rounds tant à convaincre intrinsèquement qu'à mieux convaincre ses partenaires commerciaux de l'opportunité de son accession.

Et ce nonobstant le fait que l'économie algérienne reste encore dépendante des hydrocarbures, peine à développer la diversification et à améliorer effectivement son climat d'affaires.

C. B.

NÉGOCIATIONS
POUR L'ADHÉSION À L'OMC
Le PT décrie l'entêtement
des pouvoirs publics

Le Parti des travailleurs «s'interroge sur l'entêtement des pouvoirs publics à poursuivre les négociations en vue de faire adhérer notre pays à l'OMC». Dans un communiqué rendu public jeudi, en prévision de la réunion de son bureau politique prévue lundi prochain, le PT décrie cet entêtement «au moment où les gouvernements des grandes puissances, les Etats-Unis en tête, continuent à exiger davantage de concessions aux négociateurs algériens». En ce sens, le parti de Louisa Hanoune affirme son soutien «à tous ceux qui appellent à la suspension des négociations car une adhésion à l'OMC provoquera immédiatement la destruction de l'économie algérienne et de centaines de milliers d'emplois». Par ailleurs, le secrétariat du bureau politique du PT exprime «sa plus grande inquiétude» devant la décision du ministère du Commerce de supprimer les taxes douanières pour des centaines de produits qui sont importés des pays arabes dans le cadre de la Zone arabe de libre-échange (ZALE) et appelle les pouvoirs publics «à rétablir immédiatement la liste négative (produits non concernés)». Au plan national, le Parti des travailleurs prône «une discrimination positive» en direction des wilayas du sud du pays. Tout en «appelant les jeunes à la vigilance devant les tentatives de manipulation de leurs mouvements de protestation», le parti «enregistre, avec dégoût, la campagne de calomnies menée contre le PT, relayée par une certaine presse, qui tend à dénaturer systématiquement les positions du parti». Soutenant «tout pas en avant dans le règlement effectif des revendications posées par les manifestants», le PT appelle toutefois les pouvoirs publics «à prendre des mesures hardies qui rompent avec la politique de bricolage en annonçant un véritable plan de développement socioéconomique qui sortira les régions longtemps délaissées, du retard du développement».

C. B.

PROJET DE RÉVISION CONSTITUTIONNELLE

El Islah plaide pour un texte
consensuel

Pour le nouveau secrétaire général du mouvement, Islah n'est nullement concerné, ni de près ni de loin, par ce qui caractérise la scène politique comme «supputations» et autres conjectures tant cette «agitation» relève, selon lui, de la pure «diversion».

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - Mohamed Djahid Younsi, qui intervenait, hier, à l'ouverture de la session, la seconde du genre, du conseil consultatif du mouvement, issu du deuxième congrès tenu au tout début du mois de mars dernier, n'a pas d'arguments pour étayer cette position.

Le tout premier a trait au fait, a-t-il dit, que le scénario stéréotypé refait surface à l'approche de chaque échéance électorale, notamment du rang de la présidentielle. Et de voir en l'éclatement des scandales de corruption, la partie visible de l'immense iceberg que constitue le phénomène, ou encore la volonté de «régionali-

ser» la contestation sociale qui touche nombre de wilayas du sud du pays. Des éléments de cette volonté inavouée d'occuper la galerie au moment où les véritables enjeux, ou plutôt le véritable enjeu est le rendez-vous d'avril 2014.

«Le comble est que l'on demande à la classe politique de se positionner par rapport à cette «actualité» alors que nous estimons que c'est au pouvoir de se déterminer, lui qui détient les solutions», a déclaré le patron d'Islah. Mais ce serait trop demander à ce dernier, beaucoup plus soucieux, selon le candidat à la présidentielle d'avril 2009, de sa survie, au point de multiplier les promesses sans lendemain, notamment à l'endroit des jeunes de «certaines wilayas du Sud», pour gagner du temps. Plus que cela, il entoure le projet de révision constitutionnelle de tout le flou nécessaire. Et au moment où les cinq partis du gouvernement font l'économie de positions claires à l'égard de ce projet, de peur, a affirmé Younsi, de tomber en porte-à-

faux avec le président, il est sollicité des autres partis d'étaler leurs visions.

Regrettant que le président de la République n'ait pas rendu publiques ses intentions, Younsi plaidera pour un véritable et un large débat public tant la Constitution concerne tout le peuple algérien. Et pas que cela puisqu'il suggérera aussi l'adoption de la nouvelle Constitution par consensus car le facteur du nombre a montré ses limites, se référant à ce qui se passe dans certains pays voisins en proie à des conflits à ne point en finir à propos de projets similaires.

Aussi, le secrétaire général du mouvement Islah évoquera aussi le refrain d'une autre mandature pour l'actuel président de la République. «Le problème, un faux en fait, a-t-il soutenu, n'est pas dans le nombre des mandatures du premier magistrat du pays.» «Qu'on lui fourque 1 000 mandats si on veut, mais qu'on organise des élections transparentes», a-t-il poursuivi.

M. K.

ELLE COÏNCIDE AVEC LE 6 AVRIL

La Journée mondiale de la santé dédiée à l'hypertension artérielle

L'hypertension artérielle est le thème choisi cette année, par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour célébrer, demain, la Journée mondiale de la santé. Objectif : améliorer le dépistage et encourager les comportements sains.

Salima Akkouché - Alger (Le Soir) - Selon les données de l'OMS, un adulte sur trois dans le monde est hypertendu et la proportion augmente avec l'âge. Elle est ainsi de 10% pour les personnes âgées entre 20 et 39 ans et de 50% pour

celles âgées de 50 à 59 ans. En Algérie, l'hypertension artérielle touche environ 35% de la population, soit un Algérien sur quatre. Sans symptômes, cette maladie est à l'origine d'environ la moitié des décès dus aux accidents vascu-

laire cérébraux et aux cardiopathies. Pour sensibiliser sur cette maladie et ses moyens de prévention, l'OMS célèbre cette année, la Journée mondiale de la santé sous le slogan «Surveillez votre tension artérielle».

Une campagne sera menée pour sensibiliser sur les causes, les conséquences et les complications de l'hypertension. L'objectif, souligne cette organisation, est d'améliorer le dépistage et d'encourager les gens à adopter des comportements sains, en vue de réduire le nombre de malades. Les professionnels de la santé expliquent que les causes de l'hypertension sont méconnues, mais certains facteurs peuvent favoriser son apparition.

Pour réduire les risques, il est recommandé de diminuer la consommation de sel et de sucre, de manger équilibré, d'éviter l'usage nocif de l'alcool, d'exercer une acti-

tivité physique régulière, de conserver un poids équilibré et d'éviter la consommation de tabac.

Les spécialistes encouragent les adultes à vérifier leur tension artérielle et à modifier les comportements qui peuvent conduire à cette maladie chronique qui accroît le risque de crises cardiaques, d'accidents vasculaires cérébraux et d'insuffisance rénale. Elle peut aussi, si elle n'est pas traitée, provoquer la

cécité, une arythmie cardiaque ou une insuffisance cardiaque. Le risque de ces complications est aggravé par la présence de facteurs de risque cardio-vasculaires supplémentaires, comme le diabète.

L'OMS appelle à rendre les moyens de mesurer la tension artérielle abordables pour tous et créer des environnements favorables à des comportements sains.

S. A.

Qu'est-ce que l'hypertension ?

Chaque fois que le cœur bat, le sang est transporté dans les vaisseaux vers toutes les parties du corps. La tension artérielle est créée par la pression du sang contre les parois des vaisseaux sanguins (artères) tandis qu'il est expulsé par le cœur. Plus la pression est élevée, plus le muscle cardiaque doit pomper. Quand la tension artérielle est élevée, les vaisseaux sanguins subissent en permanence une pression élevée. Selon l'OMS, l'hypertension présente parfois des symptômes tels que les maux de tête, l'essoufflement, l'étourdissement, la douleur thoracique, les palpitations cardiaques et les saignements de nez. Toutefois, la plupart des personnes souffrant d'hypertension ne ressentent aucun symptôme

Pourquoi est-elle dangereuse ?

Les spécialistes de la santé expliquent que plus la pression artérielle est forte, plus le risque d'endommager le cœur et les vaisseaux sanguins est élevé. Si elle n'est pas contrôlée, l'hypertension peut entraîner un infarctus du myocarde, une insuffisance cardiaque ou encore une rupture d'anévrisme. La pression dans les vaisseaux sanguins peut également provoquer une hémorragie cérébrale et un accident vasculaire cérébral... Les conséquences de l'hypertension sont encore plus néfastes en présence d'autres facteurs de risque comme le tabagisme, l'absence d'hygiène alimentaire, l'abus d'alcool, la sédentarité, l'obésité, l'excès de cholestérol et de diabète de type 2.